

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Éolien & Sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 6 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAINDORGE

ZI des Vauguillettes II - 89100 SENS

Références : 230535
Code AIOT : 0005401277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2023 dans l'établissement GRAINDORGE implanté ZI des Vauguillettes II, 14 rue Saint Sauveur des vignes, 89100 Sens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 15 juin 2023, par arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2023/0031 (constatant le franchissement de seuils d'alerte, d'alerte renforcée et de crise, et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau), le seuil d'alerte renforcée défini dans le plan sécheresse départemental a été atteint dans la zone « NORD YONNE », dont la commune de Sens fait partie. Cet arrêté impose, notamment, des mesures de restrictions aux activités économiques dont les installations classées pour la protection de l'environnement font partie. Auparavant, la zone était déjà passée en alerte le 9 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAINDORGE
- ZI des Vauguillettes II, 14 rue Saint Sauveur des vignes, 89100 SENS
- Code AIOT : 0005401277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société GRAINDORGE est une installation de métallisation électrolytique spécialisée dans le traitement de surface des plastiques (ABS, PP, ABS/PC) destinés essentiellement au conditionnement de parfums et de cosmétiques.

Cette société était initialement située à SENS, rue des Bouribouts depuis 1928. Elle a transféré l'ensemble de ses activités dans la ZI des Vauguilletes à SENS, en 2001-2002. La société GRAINDORGE emploie environ 80 salariés sur son site de Sens.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse
- eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Réduction des prélèvements/ consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Relevé hebdomadaire transmis DS	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/03/1999, article 12.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Déclaration annuelle des émissions et polluants et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4&7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les obligations de réduction imposées par l'arrêté préfectoral de restriction sécheresse. Par ailleurs, il méconnaît les obligations de déclaration imposées par l'arrêté ministériel du 30/06/2023 en cas de situation d'alerte renforcée ou de crise.

En application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet.

Par ailleurs, l'IIC a constaté que depuis 2021 l'exploitant ne réalise pas sa déclaration GEREP dans sa totalité dans les délais réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II
Thème(s) : Risques chroniques, Volume de référence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1 ^{er} .
Constats : L'établissement a bien eu connaissance de l'arrêté ministériel du 30/06/2023. Cependant, il n'en a pas mis en œuvre les prescriptions ; notamment il n'a pas pu présenter à l'IIC le calcul du volume de référence du site. L'IIC a consulté les relevés quotidiens du site ; il consomme entre 150 et 200 m ³ /j.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les interdictions suivantes peuvent être levées uniquement pour des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires et après obtention d'une dérogation.
Constats : L'exploitant n'a pas fait de demande de dérogation alors qu'il ne respecte pas les mesures de réductions prévues par l'arrêté cadre sécheresse de l'Yonne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les mesures s'appliquent aux activités économiques dont les usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l'exception : <ul style="list-style-type: none">- des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives ;- des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau. Les restrictions ne s'appliquent pas dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.
Constats : Le site ne relève pas des exemptions prévues à l'article présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article Art. 7.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : En 2022, le site a déclaré avoir consommé 39 875 m ³ d'eau. Le site a prélevé 38 410 m ³ dans la nappe et 1 465 m ³ sur le réseau de distribution. L'IIC a consulté le suivi quotidien des prélèvements ; le site consomme entre 150 et 202 m ³ /jour. Le jour de l'inspection, le site se trouvait sur un bassin placé en alerte renforcée depuis le 15 juin 2023. Ainsi, le site devait réduire de 20 % sa consommation par rapport à sa valeur de référence. L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- soit mettre en œuvre ces réductions ;- soit solliciter et obtenir une dérogation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Registre quotidien pour tout prélèvement ou consommation supérieure à 100 m ³ par jour
Constats : L'exploitant a présenté le relevé quotidien des consommations d'eau. Le site consomme entre 150 et 200 m ³ /j. Le suivi est réalisé par l'équipe de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Relevé hebdomadaire transmis DS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire . La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : Le site n'a réalisé aucune déclaration sur l'outil de relevé hebdomadaire. La communication de l'IIC vers l'exploitant a été réalisée auprès du référent du site qui est l'interlocuteur GIDAF à savoir la responsable de laboratoire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Rejets des stations de traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rejets des stations de traitement des eaux usées : En cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais des mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le site a réalisé des travaux de maintenance sur la station de traitement des eaux usées. Le débit de rejet a été contrôlé en juillet par la société IRH. L'exploitant réalise en interne 2 maintenances par an. Aucun dépassement n'a été observé lors du suivi de la station de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1999, article 12.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales (...) sont collectées dans un réseau spécifique et rejetées dans le réseau d'assainissement communal. Les eaux pluviales de parking et d'aires de stockage souillées doivent être traitées avant rejet.
Constats : L'exploitant a indiqué que le bassin de rétention des eaux pluviales n'est pas étanche et il n'existe aucun système de traitement avant rejet. De plus, il n'y a aucun dispositif de type vanne d'isolement pour permettre la coupure du bassin de rétention en cas d'incident sur le parking identifi. L'exploitant a toutefois indiqué la présence de pompes de relevage qui fonctionnent couramment. L'exploitant doit faire des propositions de travaux pour sécuriser ce dispositif de manière à respecter la prescription de l'article 12.2 de son arrêté préfectoral imposant le traitement des eaux pluviales avant rejet, ce qui concerne les situations courantes de même que les situations accidentelles. Cette proposition doit également prendre en compte le fait que le bassin de rétention n'est pas étanche ce qui présente un risque de rejet vers le milieu, ainsi que les exigences de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées qui impose à l'article 4 ter que les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées " <i>doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié</i> ".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Déclaration annuelle des émissions et polluants et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4&7
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre ;- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;- la quantité par nature du déchet ;- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Article 7 La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant n'a pas finalisé sa déclaration pour l'année 2021 et 2022. L'exploitant doit veiller à compléter pour l'année N sa déclaration GERP avant le 31 mars N + 1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois